

INSURRECTION OU MYSTIFICATION?...

Sur la terre imbibée d'Algérie, un peu de sang s'est ajouté à beaucoup de sang.

Simple épisode d'un drame interminable. Mais pour la première fois, des Français se sont entre-tués sous les regards impassibles des Musulmans.

Pour la première fois, des «patriotes» ont connu le sort jusqu'ici réservé exclusivement aux «ratons». Pour la première fois, ceux qu'on appelle les «ultras» ont été tenus en échec et n'ont pu imposer leur volonté à la métropole.

Tous ceux qui, en France et ailleurs, pensent que la paix algérienne passe nécessairement par une «mise en condition» des éléments colonialistes ne pourront que s'en réjouir. Et nous-mêmes, nous nous en réjouissons si...

Que celui qui a tenu tête à ce nouveau déchaînement «patriotique» soit un général et l'homme d'un régime personnel n'est certes pas l'honneur d'un pays qui se veut «démocratique».

Car, une fois de plus, le peuple a été absent de la lutte. Ni le flot platonique de télégrammes parvenant à l'Elysée, ni la tardive et dérisoire grève générale d'une heure ne peuvent faire illusion.

Cette permanente démission d'un peuple devant ses responsabilités historiques est affligeante et justifie un pouvoir personnel, dont celui du général est, certes, le moins mauvais.

Mais il y a plus grave.

D'abord, parce que, comme je le laissais prévoir dans mon dernier article, de Gaulle a profité des événements pour affermir son pouvoir personnel et supprimer quelques-unes des dernières libertés.

Ensuite, parce qu'il convient de ne se leurrer ici sur les perspectives résultant de ce renversement de la situation, ni sur les possibilités réelles du général.

Enfin, parce que, avec quelques semaines de recul, les événements qui se sont déroulés à Alger avant, pendant et après l'émeute, s'éclairent de lueurs singulières.

Si le concours populaire, qu'il n'a d'ailleurs pas sollicité, a été à peu près insignifiant, par contre de Gaulle n'a pu vaincre seul: l'aide de l'Armée, c'est-à-dire de ses cadres, lui a été indispensable. De sorte que, cette fois encore, l'Armée a démontré sa puissance et s'est affirmée comme le seul véritable arbitre.

Soyons assurés qu'elle ne l'oubliera pas.

D'autre part, si de Gaulle a remporté un spectaculaire succès sur les activistes, ce fut dans des conditions telles qu'elles conduisent à se poser des questions

Car tout s'est passé comme si...

Comme si les ultras d'Algérie, à l'instar du brave général Massu, étaient tombés dans un piège savamment dressé suivant un scénario monté à l'avance et dont les vingt-six morts du premier jour n'auraient été que la seule «erreur technique».

La situation en Algérie se présente ainsi: d'un côté quelques milliers d'ultras bénéficiant des sympathies actives ou passives de la presque totalité de la population européenne, c'est-à-dire plus d'un million de personnes; de l'autre côté, quelques dizaines de milliers de fellagha bénéficiant de la même sympathie active ou passive des neuf millions de musulmans.

Entre les deux, l'Armée et c'est actuellement la seule «troisième force», aussi bien dressée contre les rêves ségrégationnistes de ceux qu'on appelle les «pieds noirs» - les colonialistes - que contre le pouvoir central dont elle craint une politique «d'abandon», illustrée hier par les exemples marocain et tunisien, aujourd'hui par ceux du Mali et de Madagascar.

Rien n'est donc possible en Algérie sans le concours de l'Armée. Or, le 24 janvier et dans les jours qui suivirent, elle est demeurée passive. Elle aurait pu étouffer dans l'œuf la rébellion, dès les premières heures, sans verser de sang - et elle ne l'a pas fait. Elle aurait pu, comme le 13 mai, prendre fait et cause pour les insurgés, faire des razzias de musulmans en camions pour les amener sur la Forum mimer une mascarade de «fraternisation» - et elle ne l'a pas fait. Pourquoi?

L'Armée a laissé passivement quelques centaines d'ultras dresser devant elle des barricades de carnaval qui n'eussent pas résisté à quelques minutes d'assaut Et de Gaulle a laissé passivement pourrir une situation explosive durant une semaine avant d'intervenir. Pourquoi?

D'autre part, dans son ensemble, la population européenne, à travers ses organisations «patriotiques» les plus «sérieuses» a laissé une poignée d'extrémistes se «mouiller» sans manifester autre chose qu'une sympathie passive. Pourquoi?

Les personnalités mêmes des «chefs» insurgés sont équivoques. Lagaillarde est un aventurier au passé trouble. Accusé jadis de viol, il devait comparaître bientôt devant un tribunal pour avoir écrasé une fillette au volant d'une voiture volée à un musulman arrêté et torturé par lui. Quant à Ortiz, c'est un tenancier de bar, ancien «taulier», dont les relations avec les milieux de la prostitution... et de la police étaient notoires. Pourquoi, si la tentative eût été sérieuse, l'Armée et les Européens auraient-ils laissé la vedette à de tels personnages?

Ainsi, tout s'est passé très exactement comme si, du côté gouvernemental, jugeant l'épreuve de force inévitable, on avait voulu la précipiter et l'orchestrer en tendant un piège d'abord à un général, ensuite à quelques exaltés. Il ne restait plus qu'à laisser pourrir suffisamment la situation pour la redresser ensuite spectaculairement, afin de prouver à la France, aux Algériens et au monde qu'IL était le seul et qu'IL reste le seul à pouvoir maintenir l'ordre et faire la paix.

Mais rien n'est joué. Car, ni l'Armée, ni les masses européennes n'ont marché: leurs forces demeurent intactes. Et, après avoir «vaincu» une rébellion qui n'aurait jamais eu lieu sans la permission du Pouvoir, de Gaulle se retrouvera devant les mêmes impératifs.

Si quelques réseaux extrémistes ont été démantelés, il serait illusoire de penser qu'il en est de même des forces colonialistes en Algérie et fascistes en France. Et, malgré quelques mutations de généraux et de colonels trop «marqués», l'Armée demeure l'arbitre de la situation. La conjonction de ces deux forces reste une menace que la «victoire» gouvernementale n'a pas écartée.

Ainsi, le 24 janvier risque bien de se révéler une journée des dupes aussi bien pour les uns que pour les autres.

Et un seul fait est acquis à défaut de la paix en Algérie, la liberté en France a subi de nouvelles restrictions.

C'est, pour le moment, le seul résultat positif d'une singulière «insurrection».

Maurice FAYOLLE.
